

PRÉFECTURE DE LA RÉGION LANGUEDOC-ROUSSILLON

---

Arrêté n° 100319

Le Préfet de région  
Préfet du département de l'Hérault  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Zones de présomption de prescriptions archéologiques  
Commune de Carcassonne (11)**

VU le code du patrimoine, notamment son livre V et son article L. 522-5 ;

VU le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, notamment ses articles 1<sup>er</sup>, 4 à 8 et 17 ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 121-1, R. 111-4, R. 423-2, R. 423-7 à R. 423-9, R. 423-24, R. 423-59, R. 423-69 et R. 425-31 ;

VU l'avis de la Commission interrégionale de la recherche archéologique Sud-est en date du 18 novembre 2009 ;

**CONSIDERANT** les éléments de connaissance du patrimoine archéologique recensés sur la commune de Carcassonne mis en évidence lors de fouilles entreprises à l'occasion de projets d'aménagement et d'urbanisme ou de recherche programmée, lors de campagnes de prospection inventaire, lors du dépouillement de la documentation écrite ;

**CONSIDERANT** que ces éléments permettent de présumer que des vestiges archéologiques nombreux ou importants sont présents sur les terrains inclus dans le périmètre des zones ;

**CONSIDERANT** que les travaux d'urbanisme et d'aménagement sont susceptibles de détruire des vestiges archéologiques connus ou non encore identifiés ;

**CONSIDERANT** que leur protection implique que l'ensemble des dossiers, concernant ces travaux d'urbanisme et d'aménagement visés à l'article 4 du décret 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, soit transmis au préfet de région ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>**

Sur l'ensemble de la commune, conformément à l'article 4 du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, toutes les demandes ou déclarations relatives aux travaux suivants doivent être transmises au Préfet de région :

- réalisation de zones d'aménagement concerté créées conformément à l'article L. 311-1 du code de l'urbanisme et affectant une superficie supérieure ou égale à 3 hectares ;
- opérations de lotissement régies par les articles R. 442-1 et suivants du code de l'urbanisme, affectant une superficie supérieure ou égale à 3 hectares ;
- travaux d'affouillement, de nivellement ou d'exhaussement de sol liés à des opérations d'aménagement d'une superficie supérieure à 10 000 m<sup>2</sup> et affectant le sol sur une profondeur de plus de 0,50 mètre, travaux de préparation du sol ou de plantation d'arbres ou de vignes, affectant le sol sur une profondeur de plus de 0,50 mètre et sur une surface de plus de 10 000 m<sup>2</sup>, travaux d'arrachage ou de destruction de souches ou de vignes sur une surface de plus de 10 000 m<sup>2</sup>, travaux de création de retenues d'eau ou de canaux d'irrigation d'une profondeur supérieure à 0,50 mètre et portant sur une surface de plus de 10 000 m<sup>2</sup> ;
- aménagements et ouvrages dispensés d'autorisation d'urbanisme, soumis ou non à une autre autorisation administrative, qui doivent être précédés d'une étude d'impact en application de l'article L.122-1 du code de l'environnement ;
- travaux sur les immeubles classés au titre des monuments historiques qui sont dispensés d'autorisation d'urbanisme mais sont soumis à autorisation en application de l'article L. 621-9 du code du patrimoine.

Elles sont présumées faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à la réalisation de l'opération d'urbanisme ou d'aménagement faisant l'objet de la demande.

## Article 2

Sur le territoire de la commune de Carcassonne sont délimitées 17 zones géographiques dans le périmètre les projets d'aménagement affectant le sous-sol sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation.

Chacune de ces zones est délimitée et identifiée sur le plan, et décrite sur la notice de présentation, annexée au présent arrêté.

## Article 3

Dans les zones 1 à 15, qui portent sur des sites archéologiques avérés, outre les demandes et déclarations définies à l'article 1<sup>er</sup>, toutes les demandes ou déclarations suivantes doivent être transmises au Préfet de région :

- permis de construire en application de l'article L. 421-1 du code de l'urbanisme ;
- permis d'aménager en application de l'article L. 421-2 du même code ;
- permis de démolir en application de l'article L. 421-3 du même code ;
- décision de réalisation de zone d'aménagement concerté en application des articles R. 311-7 et suivants du même code ;
- tous les travaux définis à l'article 4 du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 (affouillements, nivellements, préparations du sol arrachage de souches, création de retenues d'eau ou de canaux...), sans seuil de superficie.

## Article 4

Dans les zones 16 à 18, qui sont des zones de concentrations d'indices et de potentialités archéologiques, outre les demandes et déclarations définies à l'article 1<sup>er</sup>, toutes les demandes ou déclarations suivantes, dès lors que le terrain d'assiette est supérieur ou égal à 1000 m<sup>2</sup> doivent être transmises au Préfet de région :

- permis de construire en application de l'article L. 421-1 du code de l'urbanisme ;
- permis d'aménager en application de l'article L. 421-2 du même code ;
- permis de démolir en application de l'article L. 421-3 du même code ;
- décision de réalisation de zone d'aménagement concerté en application des articles R. 311-7 et suivants du même code ;

- travaux définis à l'article 4 du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 (affouillements, nivellements, préparations du sol arrachage de souches, création de retenues d'eau ou de canaux...), le seuil de 10 000 m<sup>2</sup> étant ici abaissé à 1000 m<sup>2</sup>.

#### Article 5

En application de l'article 6 du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004, le Préfet de région peut, lorsqu'il dispose d'informations lui indiquant qu'un projet qui ne lui est pas transmis est néanmoins susceptible d'affecter des éléments du patrimoine archéologique, demander au maire de lui communiquer le dossier en cours d'instruction.

#### Article 6

En application de l'article 7 du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004, le maire de la commune, ou toute autre autorité compétente pour délivrer une autorisation, peut saisir le préfet d'un projet dont la transmission n'est pas obligatoire, en se fondant sur des éléments de localisation du patrimoine archéologique dont il a connaissance.

#### Article 7

Les dossiers, demandes et décisions, mentionnés aux articles 1<sup>er</sup>, 3 et 4 du présent arrêté, sont transmis sans délai aux services de la Préfecture de région (Direction régionale des affaires culturelles, Service régional de l'archéologie, 5 rue de la Salle l'Evêque, CS49020, 34967 MONTPELLIER cedex 2) afin que puissent être prescrites des mesures d'archéologie préventive dans les conditions définies par le décret du 3 juin 2004 susvisé.

#### Article 8

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du département de l'Aude et notifié au maire de la commune de Carcassonne qui procèdera à son affichage pendant un mois en mairie à compter de sa réception.

#### Article 9

L'arrêté et ses annexes (plan et notice de présentation) seront tenus à disposition du public à la mairie de Carcassonne et à la Préfecture du département de l'Aude.

#### Article 10

Le Directeur régional des affaires culturelles, le Préfet du département de l'Aude et le maire de la commune de Carcassonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montpellier le 11 JUIN 2010

Le Préfet

Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales

Jean-Christophe BOURSIN

POUR AMPLIATION

L'Attachée de Préfecture

du Secrétariat Général pour les Affaires Régionales



Marylène COTTANCIN

Copie :

Communauté d'agglomération du Carcassonnais

DREAL

DDTM

ONF

Conseil Général du département

### Zones sans seuil

Zone 1 : le centre ville et la cité de Carcassonne, classée au Patrimoine mondial de l'humanité ; de nombreux sites archéologiques romains et médiévaux dont plusieurs sont classés ou inscrits aux titre des Monuments Historiques y sont présents.

Zone 2 : ce secteur contient une dizaine de site archéologiques du Néolithique à la période médiévale.

Zone 3 : zone à forte potentialité archéologique où des fouilles ont déjà mis au jour des vestiges romains et médiévaux.

Zone 4 : église médiévale de *Saint-Salvi-de-Gouzens* et site Néolithique de La Salle.

Zone 5 : église médiévale de *Saint-Etienne-de-Mieudas* et maison forte médiévale.

Zone 6 : une site romain et un habitat néolithique ont été reconnus sur cette zone.

Zone 7 : tracé de la voie antique, dite voie d'Aquitaine, et sites romain, (habitats et inhumations).

Zone 8 : église médiévale et hameau médiéval de *Grèzes*.

Zone 9 : une occupation médiévale est identifiée sur ce secteur.

Zone 10 : église médiévale de *Saint-Jean-de-Salvaza* et son cimetière.

Zone 11 : Villa romaine de *Fontorbe* et son aqueduc.

Zone 12 : hameau et église médiévaux de *Marquens*.

Zone 13 : cette zone a livré lors de travaux archéologiques préalables à des aménagements, des sites néolithiques, romains et médiévaux.

Zone 14 : hameau d'origine médiévale de *Villalbe* et environs ; cinq sites archéologiques, des Ages du Fer et médiévaux sont inventoriés sur ce secteur.

Zone 15 : deux habitats romains ont été reconnus sur ce secteur.

### Zones avec seuil à 1000 m2

Zone 16 : au sud de la ville, secteur à forte potentialité archéologique qui n'a jusqu'ici fait l'objet d'aucune recherche.

Zone 17 : secteur à forte potentialité archéologique qui n'a jusqu'ici fait l'objet d'aucune recherche. Il est situé immédiatement au Sud de la Zone 3 riche en vestiges archéologiques divers.